

# Rouge & Vert

## LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

n°330 13/09/2011 2€50

### Élections 2012 Consultation des Alternatifs

Une consultation des adhérentEs des Alternatifs sur l'orientation du mouvement pour les élections de 2012 est engagée sur 3 positions (éclairées par les textes de ce numéro spécial de Rouge&Vert). Les votes sont comptabilisés jusqu'au samedi 1er octobre minuit.

Un exécutif large réuni le dimanche 2 octobre au local national centralisera les votes.

Les fédérations et comités sont invités à remonter les votes par courrier aux Alternatifs, 40, rue de Malte 75011 Paris ou par courriel à [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)

Les adhérentEs isoléEs sont invités à faire connaître leur position en envoyant le bulletin de vote ci-dessous aux Alternatifs 40, rue de Malte 75011 Paris ou par courriel à [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)

Peuvent participer au vote les adhérentEs 2011 (donc les camarades ayant déjà remonté leur adhésion ainsi que que les adhérentEs 2010 réadhérant en 2011 jusqu'au 1er octobre).

Seuls les votes des nouveaux/nouvelles adhérentEs ayant adhéré jusqu'au 11 septembre pourront être pris en compte.

Les fédérations doivent remonter les résultats du vote en mentionnant nominativement ceux qui ont voté (mais sans communiquer leur vote, bien entendu) et en annonçant un décompte précis des votes en faveur des positions 1, 2 et 3.

Si aucune position n'atteint la majorité absolue dès le 1er tour, un second tour sera organisé entre les 2 positions arrivées en tête. Pour la position éliminée, il sera(it) alors possible, le cas échéant, d'appeler à voter pour une position voire de fusionner son texte avec celui d'une des deux positions arrivées en tête.

#### BULLETIN DE VOTE POUR LES ADHERENT-E-S ISOLE-E-S

NOM : .....

PRENOM : .....

DEPARTEMENT : .....

**POSITION 1: «Un vote indifférencié pour rassembler et construire au-delà de 2012 !»**

**POSITION 2: «Ni Mélenchon, ni Poutou ! Priorité à la construction de la Gauche Alternative.»**

**POSITION 3: «Rassemblement pour 2012 !»**

Cocher la position choisie.

Bulletin à envoyer à ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris ou vote électronique : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)

#### POSITION 1

### Un vote indifférencié pour rassembler et construire au-delà de 2012 !

1. Le double scrutin présidentiel et législatif de 2012 aura lieu dans un contexte de crise multiforme aggravée et de discrédit majeur du monde politique.

Alors que le rassemblement de toute la gauche de transformation sociale et écologique était plus nécessaire que jamais, ce scrutin s'annonce de nouveau sous le signe de la division.

Clef de voûte des institutions de la Ve République, l'élection présidentielle incarne tous les travers de la vie politique : personnalisation à l'extrême, dépolitisation des enjeux, professionnalisation de la politique.

En 2007, faute de rassemblement unitaire, les Alternatifs avaient fait le choix d'une candidature de la gauche alternative, autour de José Bové, d'un programme rouge et vert avec une démarche citoyenne novatrice : l'implication d'une majorité d'hommes et de femmes aux engagements citoyens, associatifs et syndicaux, n'appartenant pas à une force politique organisée. L'élection présidentielle est un moment de polarisation et de structuration du champ politique : en être absent fait prendre le risque, y compris pour une force anti-"système", d'être perçue comme absente du champ politique.

A défaut, y participer, pour des autogestionnaires, n'a de sens que s'il s'agit d'une candidature anti-"système" et réellement alternative, la plus collective possible, basée sur un projet alternatif.

2. Dans la gauche de transformation sociale et écologique telle que nous la concevons (des forces du Front de Gauche aux libertaires en passant par les écologistes radicaux, la gauche alternative et le NPA), il y aura donc deux candidatures.

Une fois de plus, la division aura été plus forte que l'unité et chaque composante y a sa part plus ou moins grande de responsabilité : les forces du Front de Gauche par leur comportement hégémonique et leur candidature autoproclamée avant d'être validée par le FdG, le NPA par l'isolement identitaire dans lequel l'enferme sa direction.

La gauche alternative porte aussi des responsabilités, en restant dispersée, et en cédant, pour ce qui concerne la direction de la FASE et le courant *Convergence et Alternative* issu du NPA, aux sirènes du Front de Gauche. Seule une candidature de rassemblement, de type alter-

mondialiste et citoyenne aurait été en mesure de fédérer l'ensemble de la gauche de transformation sociale et écolo, de construire un tel projet avec des associatifs et des syndicalistes et de susciter une dynamique comparable à celle du "Non de gauche" de 2005.

Les Alternatifs ont hélas été les seuls à envisager cette hypothèse mais trop tardivement.

Tant que la gauche alternative reste dispersée et ne se constitue pas en force politique pluraliste de type parti-mouvement, elle ne pèsera pas dans la gauche de transformation sociale et écolo, elle ne sera pas en mesure d'exprimer la nouvelle culture politique émergente dans l'altermondialisme, les mobilisations citoyennes et les processus révolutionnaires en cours.

3. Là est pourtant bien l'enjeu majeur des élections de 2012 : ne pas seulement battre la droite et l'extrême-droite -et donc chasser Sarkozy-Fillon et l'UMP- comme l'a réaffirmé notre congrès, mais aussi proposer une alternative au capitalisme, au productivisme, à la politique professionnelle et ultra-personnalisée liée aux institutions anti-démocratiques de la Ve République. Le contexte actuel est celui d'une crise multiforme et extrêmement profonde, d'une crise de civilisation, et les contenus d'une alternative au capitalisme doivent être plus que jamais ceux d'un projet d'ensemble, d'un véritable projet alternatif dont l'élaboration est chaque jour plus urgente, combiné à une politique et des mesures transitoires.

Le défi pour une gauche alternative digne de ce nom est d'intégrer les éléments d'une nouvelle culture politique déjà affirmés dans le mouvement altermondialiste et exprimés avec éclat dans les mobilisations et les processus révolutionnaires en cours :

- le refus des inégalités et des discriminations et l'exigence d'égalité des droits ;
- les aspirations tenaces à l'auto-organisation, à la démocratie active et à l'autogestion ;
- le rôle grandissant de l'écologie et de sa dimension anticapitaliste ;
- l'affirmation de nouvelles formes d'expression et d'activité politique, du pluralisme des mouvements de contestation, du refus des hiérarchies, de la personnalisation et de la professionnalisation de la politique, la recherche des consensus, de la coopération et le refus des rapports hiérarchiques entre forces citoyennes, associatives,

syndicales politiques.

En ayant à l'esprit l'ensemble de ces éléments de nouvelle culture politique, est-il possible de faire un choix collectif, entre les deux candidatures Mélenchon et Poutou ?

La première n'est pas une candidature de rassemblement telle que nous l'entendons, même si elle en a quelques solides apparences : c'est une candidature ultra-personnalisée autour d'un homme issu du "système" reflétant ainsi la vieille culture politique qui précisément n'est pas la nôtre et ne peut correspondre ni à la construction d'une alternative rouge et verte, féministe et autogestionnaire, ni à la nouveauté qui s'exprime dans les mobilisations et les processus révolutionnaires en cours.

La seconde relève d'une affirmation identitaires et d'une conception hégémonique. En ce sens, elle reflète aussi la vieille culture politique qui n'est pas la nôtre, même si contrairement à la première, elle est issue du monde du travail et d'un engagement syndical, ce qui est important à nos yeux.

Tout aussi importante est, pour les Alternatifs, la dimension programmatique de chacune de ces candidatures.

Nous devons l'apprécier au regard des principales orientations des Alternatifs, affirmées en congrès et en conférence nationale depuis le précédent scrutin présidentiel, et de ce qui nous guide de manière permanente : notre engagement altermondialiste et notre quadruple et indissociable référence au rouge et au vert, au féminisme et à l'autogestion.

La candidature du Front de Gauche mettra en avant un programme réformiste radical, dont il faut espérer, par la présence des composantes qui la soutiennent, qu'elle ne portera pas de manière trop forte l'héritage national-républicain du leader du PG avec le risque de prises de positions opposées aux nôtres sur les questions internationales, les DOM TOM, le droit à l'autodétermination des peuples, la conception de la laïcité ou les langues et cultures régionales...).

On en voit cependant déjà les déclinaisons économiques à travers les mesures protectionnistes récemment préconisées par le candidat Mélenchon à l'échelle européenne faisant écho au thème ambigu de la "démondialisation".

La candidature du NPA mettra en avant un programme radical dans la tradition d'une extrême-gauche classique, en reléguant au second plan le féminisme et l'écologie, en faisant l'impasse sur ce que nous appelons la stratégie autogestionnaire liée à une orientation réellement transitoire faisant le lien entre propositions immédiates et projet alternatif.

Malgré leurs limites ces deux candidatures non seulement exprimeront une partie de nos positions et propositions politiques mais elles traduiront aussi l'exaspération sociale que tente de capter d'extrême droite.

En l'état actuel, les Alternatifs appellent à voter indistinctement pour la candidature du NPA ou celle du FdG qui, même si elles sont en recul en terme de contenu sur le candidat Bové de 2007, ne saurait être mises sur le même plan que celles du PS et D'EELV. Cet appel se fera sans soutien ni implication dans leurs campagnes.

Ce choix, y compris pour l'avenir, est en cohérence avec notre orientation à la fois radicale et unitaire au sein de la gauche de transformation sociale et écologique. Ceci marque notre choix global pour des candidatures dont le programme est qualitativement le plus proche d'une alternative anticapitaliste et anti productiviste, plutôt que d'une simple alternance

visant à humaniser ou écologiser le capitalisme, option commune -et clairement assumée- au PS et à Europe Ecologie-Les Verts.

4. Le double scrutin de 2012 n'est pas notre horizon indépassable, à la fois pour des raisons principales (la dimension électorale est importante pour les Alternatifs mais elle n'est ni l'essentiel ni un but en soi) et pour des raisons liées à une conjoncture de crise de civilisation et de très grande instabilité des situations et des rapports de force aux échelles européenne et mondiale pour nous chaque jour plus essentielles.

Ce que nous proposons pour les élections législatives, c'est maintenir le cap du rassemblement de toute la gauche de transformation sociale et écologique et la perspective de la constitution de la gauche alternative aujourd'hui dispersée en nouvelle force politique. Si toutefois, nous ne parvenons pas à un tel rassemblement large, nous proposerons de le construire là où c'est possible. Ce rassemblement ne saurait être confondu avec un simple Front de gauche élargi. En tout état de cause et faute de rassemblement, nous devons assurer la présence des Alternatifs en partenariat avec les forces les plus proches sur le plan programmatique et refusant clairement le ralliement à une nouvelle gauche plurielle. Dans ce cas précis, sera alors recherchée une alliance de la gauche alternative permettant d'engager sur le terrain une dynamique militante et citoyenne porteuse d'un programme de transformation sociale et écologique radicale avec le NPA, les collectifs de la FASE non rattachés au Front de gauche et les mouvements d'objection de croissance.

Ce qui nous importe enfin tout autant que la double échéance électorale de 2012, c'est le travail qui est devant nous avant et après 2012 :

- la consolidation de notre travail d'élaboration à travers le renforcement de l'activité des commissions (dont l'élargissement doit être systématiquement recherché) et les universités d'été ;

- la poursuite des initiatives visant à rassembler la gauche alternative (processus en cours en Midi-Pyrénées, approfondissement des relations avec le MOC et les unitaires du NPA ainsi qu'avec des secteurs de la FASE, etc.) dans la perspective d'une coopérative de la gauche alternative (décidée dans la résolution de la conférence nationale de juin 2011) ;

- la préparation du rendez-vous Red and Green Alternative (RAGA) de juillet 2012 ;

- le suivi très attentif de tous les rendez-vous altermondialistes à toutes les échelles ;

- la participation à tous les cadres unitaires de la gauche de transformation sociale et écolo, en s'efforçant de leur donner une dimension altermondialiste et citoyenne ;

- la participation active aux mouvements sociaux et aux mobilisations citoyennes et écologistes, en ayant à l'esprit que les éléments de nouvelle culture politique, sous des formes diverses et qui nécessairement nous surprendront, vont continuer à se développer, au Nord comme au Sud, et que notre priorité absolue doit consister à les intégrer à notre travail d'élaboration en lien avec le projet alternatif. ■

Magali Braconnot (13), Thomas Capron (76), Florence Ciaravola (06), Patricia Cavallera (26), Bruno Della Suda (06), Christophe Lemasson (22), Michèle Moreau (07), Richard Neuville (07), Florian Rideau (75), Cindy Bignardi (59 littoral), Nathan Boumendil (75), Henri Feral (25), Roger Lallouette (59 littoral), Denis Le Goff (29), Michèle Lemaitre (29), Chris Perrot (29), Alain Ribière (06)

## POSITION 2

Les échéances de 2012 interviennent dans un contexte particulier en France et en Europe.

La crise du capitalisme qui s'est déployée dans le secteur financier et bancaire à partir de 2007-2008 n'a pas été surmontée malgré les milliers de milliards de dollars injectés par des Etats aux abois.

L'intervention des gouvernements pour sauver les banques et préserver le système de domination a eu pour conséquence une explosion des dettes souveraines, notamment en Europe, que la coalition des dominants – Etats, transnationales, banques – veut faire payer aux peuples en imposant des programmes d'austérité, parfois sans précédent (Grèce, Espagne, Portugal, Irlande, Grande-Bretagne).

En Europe, la dimension économique de la crise s'accompagne le plus souvent de la mise en œuvre de politiques autoritaires visant à discipliner et atomiser les « classes dangereuses ». Ces politiques, mises en œuvre par les droites classiques, entrent en résonance avec les thématiques mises en avant par les courants populistes d'extrême-droite, racistes et islamophobes, exaltant l'identité nationale. Là des alliances se tissent, ici c'est la droite classique qui reprend ces thématiques à son compte. Dans les deux cas, il s'agit le plus souvent de transformer la colère sociale en réactions xénophobes et en nationalisme de puissance.

Malgré la poursuite de l'offensive néo-libérale en Europe, économique et politique, les résistances ont été fortes, alimentées début 2011 par les révolutions arabes, et de nouvelles formes de contestation sont apparues, incarnées par des mouvements populaires à caractère politico-social, comme le Mouvement des Indignés.

Même si ces mouvements font parfois référence à l'altermondialisme et/ou bénéficient de l'expérience de militant-e-s partie prenante de la gauche radicale, ils prennent soin de se démarquer des organisations politiques, y compris des organisations se réclamant d'un projet de transformation sociale en profondeur. Cette méfiance résulte d'une volonté farouche d'autonomie et d'auto-organisation. Elle s'affirme d'autant plus que, par transmission des expériences passées, les jeunes générations, plus éduquées, n'ont aucun doute sur la réalité des pratiques politiques visant à contrôler les mouvements sociaux.

Compte-tenu des mauvais coups que préparent les gouvernements européens, dirigés par la droite ou par la social-démocratie – en France, le PS ne s'oppose pas sur le fond à la sanctuarisation de l'équilibre budgétaire et a déjà démontré qu'il était prêt à se plier au programme de privatisations et de dérégulation préparé et mis en œuvre par

# NI MELENCHON, NI POUTOU !

## PRIORITE A LA CONSTRUCTION DE LA GAUCHE ALTERNATIVE.

l'UE – les reculs que nous pourrions obtenir passeront par un haut niveau d'engagement dans les luttes sociales, lequel faciliterait la transformation en profondeur du paysage politique à gauche du social-libéralisme.

C'est d'ailleurs la perception croissante au sein de la gauche sociale et dans l'ensemble du salariat que le PS, gérant loyal et moral du capital, ne mènerait pas une politique sensiblement différente de celle de la droite qui accroît la défiance vis à vis de ce parti, comme on a pu le constater lors des grandes mobilisations contre la réforme des retraites ou lors des tentatives de construction d'un mouvement des Indignés.

Au-delà, le scepticisme touche aussi l'appareil sclérosé du PCF – colonne vertébrale du Front de Gauche - et l'extrême-gauche radicale, qui pour l'essentiel, même si elle est présente dans les luttes, reproduit un modèle d'organisation, un sectarisme et un type de « rapport aux masses » qui rebutent les nouvelles générations militantes.

C'est dans ce contexte qui mêle incertitude sur la crise du capitalisme, niveau de résistance élevé mais peu coordonné et déconsidération du champ politique constitué qu'interviendront, l'an prochain dans notre pays, la présidentielle et les élections législatives.

A l'élection présidentielle, Les Alternatifs ne présenteront pas de candidat.

Le premier argument concerne le fond. Nous considérons que la présidentialisation de la vie politique, synonyme de personnalisation à outrance, couplée à sa professionnalisation croissante est devenue un obstacle majeur à tout processus de changement qui cherche à instituer les citoyen-es – nationaux ou non – en auteurs de ce changement. La concentration des regards et des préoccupations sur un moment supposé clé occulte tout autre mode de politisation et/ou de mobilisation politique, notamment ceux qui, laissant entrevoir d'autres possibles et qui auraient une signification particulière pour un mouvement autogestionnaire comme le nôtre. Les médias dominants jouant, à la fois pour se reproduire collectivement et pour être individuellement compétitif face à la concurrence, un rôle d'amplification démesurée de l'importance de cette échéance, il est illusoire de penser qu'un-e candidat-e puisse exister -au-delà du témoignage- en critiquant le dispositif que précisément il cautionne par sa candidature. C'est ce dispositif lui-même, à la fois politique et médiatique, qui le-la placerait immédiatement hors-jeu.

Pour des autogestionnaires y participer n'aurait de sens que s'il s'agissait d'une candidature anti-système et réellement alternative, la plus collective possible basée sur un projet alternatif.

Tordons d'abord le cou à un point de vue assez répandu, y compris parmi nous. Ne pas se positionner à l'élection présidentielle serait se mettre hors jeu et affaiblirait notre crédibilité. Cette affirmation atemporelle ne prend en compte

ni la situation d'ensemble dans notre pays ni notre situation concrète.

Nous ne sommes malheureusement pas dans la situation d'une formation dont les prises de position électorales ont un retentissement national, même modeste. Si c'était le cas et si nous choissions de participer à une élection piégée nous pourrions alors présenter nous-mêmes une candidature et affirmer notre identité autogestionnaire.

Une absence d'indication de vote n'aura pas d'impact à une échelle de masse – et même un cran au-dessous de cette échelle – pas plus que n'en aurait une prise de position en faveur de tel ou tel candidat-e. C'est d'une toute autre manière qu'il faut nous affirmer dans le champ politique large : en mettant en avant notre spécificité autogestionnaire. Et, sur le plan électoral, en 2012, c'est alors les législatives sur lesquelles il faut concentrer nos efforts.

Il est vrai qu'à une échelle plus restreinte, l'électorat le vrai radical et les différents cercles de la gauche radicale, politique, sociale et associative, peuvent prêter une certaine attention à notre prise de position, même si ses effets réels sont limités.

Le second argument a trait au candidat du Front de gauche. Certes, il mettra en avant certaines préoccupations que nous partageons, par exemple dans le domaine des solidarités ou sur certaines préoccupations écologiques. A la nuance près que sur le nucléaire, un des enjeux importants de la campagne, Mélenchon, corseté par un PCF toujours pro-nucléaire, laissera Eva Joly et EELV occuper le terrain. Nous savons aussi que les droits des femmes et la lutte contre discriminations et violences policières dans les quartiers populaires ne seront pas au centre de ses préoccupations. Quant à la tonalité parfois nationale-républicaine de ses propos, elle entre en contradiction avec notre perspective autogestionnaire.

Même en prenant en compte ce dernier aspect, nous pourrions considérer que la dynamique d'une candidature vaut d'importantes concessions.

Or, la candidature Mélenchon, soutenue par une formation – le PG - au service du chef et par un PCF toujours productiviste - pro aéroport de Notre-Dame des Landes par exemple - et n'excluant ni un accord « à gauche vraiment » avec le PS ni une participation à un gouvernement dominé par ce parti, n'est porteuse d'aucune dynamique significative - collective et novatrice – et s'inscrivant dans la durée. Ni Mélenchon ni les forces qui composent le FdG ne peuvent reprendre à leur compte ce qui est devenu impératif pour tout projet politique : la démocratie active, la participation citoyenne, les pratiques de type autogestionnaire. Et la rupture avec les professionnels de la politique – dont Mélenchon fait partie - qui ont abandonné tout projet de transformation ou dont les seuls actes de transformation sont limités à l'ordre du discours, hors de toute pratique sociale.

La prudence d'un certain nombre de «leaders» du mouvement social et de nombre d'intellectuels critiques, quand ce n'est pas leur absence de soutien au FdG – mais aussi au NPA - devrait nous inciter à la réflexion. Sa signification est claire : ces ca-

marades croient modérément à la dynamique de la candidature Mélenchon - dynamique qui reflète en grande partie celle du FdG – et encore moins à ce que la candidature du NPA pourrait mettre en mouvement.

On peut par ailleurs se demander quels sens aurait un soutien à cette candidature si ne s'ensuit pas un rapprochement avec le FdG et, à terme, notre absorption sur le modèle actuellement suivi par la FASE. Car c'est bien cela que les responsables du FdG, à commencer par le premier d'entre eux, attendent de nous. Sous peine de retomber dans la relative indifférence dont ils font preuve envers nous.

Le troisième argument concerne le candidat du NPA. De la même manière que Mélenchon, Poutou mettra en avant des préoccupations qui sont aussi les nôtres. Il le fera de façon plus radicale que Mélenchon et en plus grande proximité avec notre programme. Mais il le fera sans autre stratégie que l'auto-développement du NPA, sans véritable projet politique dépassant les acquis du mouvement ouvrier traditionnel. Il le fera en mettant en avant un discours révolutionnariste qui ne parviendra pas effacer l'incapacité du NPA à proposer un projet de transformation de la société (le NPA n'a pas accompli le travail sur le projet que nous avons entamé même imparfaitement et il n'en prend pas le chemin). Poutou, c'est la révolution sinon rien. Bien sûr, grâce au parti-guide dont le noyau est incarné par le NPA. Quelle exaltante perspective pour tous ceux et celles qui, en participant aux Assemblées générales de lutte contre la réforme des retraites, à la mobilisation des Indignés, sensibles à l'altermondialisme, dessine les contours d'une nouvelle culture politique.

Dans ces conditions, en quoi la candidature Poutou pourrait-elle enclencher une dynamique, même modeste ?

Et puis, d'un autre point de vue, rendrions-nous réellement service à la minorité unitaire du NPA en appelant à voter Poutou, c'est à dire en donnant une crédibilité supplémentaire au candidat du NPA alors même que beaucoup, parmi ces unitaires, ne feront pas la campagne de Poutou ?

Pourquoi devrions appeler à voter pour des candidats qui nous font régresser en deçà des acquis de la campagne Bové en 2007 ?

Ce n'est pas une indication positive pour la construction d'une gauche alternative qui doit d'emblée dépasser le cadre des courants politiques et impliquer les militant-e-s radicaux et sensibles à la thématique autogestionnaire au sein du mouvement social et altermondialiste.

Au contraire, faire le choix de n'accorder notre soutien à aucun des candidat-e-s à la Présidentielle est un vrai choix politique. Il aura sans doute pour conséquence de vifs débats avec nos partenaires les plus proches, notamment le FdG, mais, en même temps, il nous fait exister à leurs yeux et à ceux des militant-e-s du mouvement social comme une force politique refusant le corset des institutions de la Vème république et mettant en avant le choix de la démocratie active et de l'au-

togestion. Alors que choisir de ne pas choisir risque de nous faire apparaître comme les François Bayrou de la gauche radicale.

En guise de conclusion

Les élections législatives offrent un tout autre cadre de mobilisation politique – au delà du soutien incantatoire – et donnent la possibilité de mener de véritables campagnes de terrain, de nouer ou renforcer les contacts avec nos partenaires politiques les plus proches, avec des militant-e-s altermondialistes, syndicaux, associatifs, féministes et de mettre en avant quelques thèmes essentiels dont celui de la démocratie active.

On peut certes viser au rassemblement le plus large de l'ensemble de la gauche de gauche, des écologistes radicaux et des groupes locaux à tonalité alternative. Mais ce rassemblement ne s'effectuera que dans un nombre très limité de cas.

Dans les faits, seuls les Alternatifs, certains comités de la Fase non satellisés par le FdG, les unitaires du NPA, une partie des écologistes radicaux et des groupes locaux alternatifs, peuvent avoir la volonté de construire un cadre politique pour des candidatures communes, même si cela ne sera pas possible dans tous les départements.

Les échéances électorales ne sont qu'un moment de la vie politique. Une prise de position en faveur d'un-e candidat-e unique de la gauche de transformation, aurait été préférable à une absence de prise de position. En l'absence de cette candidature, et en nous appuyant sur la critique de la Présidentielle que nous portons depuis déjà un certain temps, nous considérons qu'il est préférable de ne prendre position ni pour l'un ni pour les deux candidats présentés par le FdG et le NPA plutôt que de soutenir des candidatures qui sont trop éloignées des dynamiques sociales et politiques en cours.

Au-delà de la séquence de 2012, sans perdre de vue l'importance des relations avec les courants politiques susceptibles de participer à la constitution d'un espace de la gauche alternative, il ne faudra pas s'y engluier car la construction d'un espace politique radical et radicalement nouveau ne passera pas essentiellement par les actuels partis de la gauche de gauche, trop enkystés dans l'histoire du siècle passé, trop institutionnalisés et/ou structurellement pyramidaux. Nous devons être plus attentifs à ce qui se passe hors de ce champ constitué, aussi bien dans les espaces de mobilisation de masse liés à la crise du capitalisme, dans le mouvement altermondialiste mais aussi dans les interstices de la contestation politique et sociale où se vivent des expériences alternatives multiformes et des pratiques de type autogestionnaire, trop souvent négligés, y compris par nous qui nous en réclamons.

Il ne s'agit d'ailleurs pas, en mettant en avant les alternatives de terrain et les champs et formes de lutte alternatifs de les opposer aux élections ni même de relativiser l'importance de ces dernières. Il s'agit de créer ou de participer à des dynamiques qui ne pourront que renforcer le poids de la gauche alternative dans les processus électoraux futurs.

L'appel à se tenir à l'écart de la candidature du FdG comme de celle du NPA couplé à une campagne législative dynamique dans laquelle nous aurons la possibilité de populariser les pratiques alternatives, les expériences à caractère autogestionnaire et mettant en avant le mot d'ordre de processus constituant pour démocratiser radicalement la démocratie, peut être un point d'appui pour ancrer un peu plus solidement la culture politique dont nous sommes porteurs. Il peut aussi, en ramenant les oppositions tactiques à leur juste proportion et en mettant l'accent sur des questions de fond susciter un effet d'entraînement en notre sein et parmi les camarades les plus proches. Ce ne serait pas du luxe. ■

Guy. Giani et Bernadette Bouchard (06), Jean Falco (32), Fabien Givernaud et Antoine Leguy (38), Sabine Lasnier, Mathieu Colloghan et José Pi (75), Mona Roche (07)

## POSITION 3

### Rassemblement pour 2012 !

**L'**orientation commune à toutes et tous les adhérent-e-s des Alternatifs se décline sur trois axes :

- La construction de l'unité de toute la gauche de transformation sociale et écologique, condition indispensable au combat contre le capitalisme et à la transformation radicale des rapports de forces à gauche.

- La présence dans les mobilisations sociales et écologiques. Dans ces mobilisations s'exprime une nouvelle culture sociale et politique.

- La construction d'une force politique alternative, féministe, écologiste, autogestionnaire, répondant à ces exigences et à cette nouvelle culture.

La période qui s'ouvre est durablement marquée par les graves conséquences de la crise économique, cette crise se combine avec les crises écologique et démocratique. Face à la crise de la dette souveraine, le capital veut imposer aux peuples une cure d'austérité sans précédent : baisse des salaires et retraites, casse de la protection sociale et du système de santé, chômage accru et privatisation accélérée de ce qui reste d'entreprises publiques. Le système dominant n'envisage d'autre réponse que la poursuite d'un productivisme destructeur et anti social. Ce qui naît sous nos yeux, c'est un capitalisme autoritaire, un capitalisme de l'ordre moral et de la désagrégation sociale.

C'est dans ce contexte que se dérouleront les élections de 2012. Les Alternatifs considèrent que l'action politique ne se résume pas aux seules élections, et l'élection Présidentielle exacerbe toutes les dérives de la vie politique. Les Alternatifs ont œuvré au rassemblement le plus large pour les élections de 2012 à l'image de ce qui s'était réalisé dans le Limousin pour le scrutin régional de 2010. Au niveau national ce rassemblement n'a actuellement pas abouti.

Cependant la candidature de Jean-Luc Mélenchon peut être le porte-voix de thèmes essentiels proches des nôtres dans une phase de convulsions économiques et de débat politique aigu sur l'issue de la crise.

Nous sommes porteurs de propositions alternatives, autogestionnaires, pour la sortie du nucléaire et du productivisme, contre les discriminations, pour une démocratie active et l'altermondialisme, pour la réduction massive du temps de travail et contre la précarité. Et le rassemblement large pour lequel nous nous engageons passe par l'indépendance à l'égard du PS. Ces propositions, nous les défendrons dans la campagne, et c'est sur ces bases que nous soutiendrons la candidature de Jean-Luc Mélenchon.

Pour les élections législatives, les Alternatifs défendent des candidatures de rassemblement large de la gauche de transformation sociale et écologique, dans le respect de la diversité des partenaires dont la gauche alternative. A défaut de cette unité large, ils rechercheront un accord avec les forces qui pourraient être prêtes à une unité, même partielle (Front de Gauche, Unitaires du N.P.A., écologistes radicaux...)

Nous n'attendons pas des élections de 2012 un «grand soir électoral», mais de possibles jalons pour changer les rapports de forces sociaux et politiques. ■

Janie Arnéguy (30), Jean-Jacques Boislaroussie (75), Benoît Borrits (75), Michel Buisson (69), Marie-Camille Conjard (69), Dominique Duplan (28), Jean Fauche (81), Michael F. (26), Jacques Fontaine (25), Pierre Gayral (95), Jean-Louis Griveau (29), Pascal Léa (74), Philippe Levallois (29), Roland Mérieux (31), Henri Mermé (75), Jean-Pierre Meyer (42), Dominique Mignot (69), Dominique Monterrat (01), Jean-François Pelissier (75), Guy Piegay (69), François Preneau (44), Robert Reynard (69), Edouard Ryckeboer (29), Michèle Segonne (69), Christophe Terras (83), Michèle Tortonese (69), Sylvie Touléron (74), Gilbert Veyron (69), Roger Winterhalter (68)

